



FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PROGRAMME

LE TRÈS HAUT DÉBIT EN EUROPE : état des lieux et orientations

Séminaire uniquement accessible en ligne.
Sessions en anglais uniquement

Le Plan France Très Haut Débit a été lancé en 2013. En 2019, la Commission européenne et le gouvernement français ont chargé [France Stratégie de l'évaluation de cette politique](#) visant à couvrir l'ensemble du territoire avec le Très Haut Débit d'ici 2022.

Organisé dans le cadre de ce dispositif d'évaluation, ce premier séminaire vient compléter plusieurs projets de recherche en cours, qui visent à étudier les impacts socioéconomiques du Très Haut Débit – y compris dans ses nouveaux usages –, la gouvernance du plan français ainsi que les effets de l'action publique et des fonds publics. Une étude spécifique analyse également les coûts de construction d'un réseau de fibre optique en comparant plusieurs réseaux d'initiative publique, notamment les réseaux locaux FttH (fibre optique jusqu'au domicile) financés par l'État.

Le séminaire, qui comprend **quatre ateliers consécutifs**, est destiné à confronter les notions liées au déploiement du Très Haut Débit et les points de vue des différents acteurs publics comme privés : institutions européennes, organismes nationaux de régulation, collectivités territoriales, industriels, fournisseurs d'accès à Internet et constructeurs de génie civil.

Ce sera également l'occasion d'aborder les questions réglementaires qui ont trait non seulement au déploiement de la fibre optique (y compris dans les zones les moins denses) mais aussi au nouveau CECE (Code européen des communications électroniques). Nous nous intéresserons à ce qu'il implique et à sa transposition.

D'autres ateliers sont prévus dans le cadre de la mission d'évaluation du Plan France Très Haut Débit (THD) de France Stratégie. Ils traiteront notamment des nouveaux usages de l'Internet du grand public, du marché entreprises ou de la couverture des territoires ultramarins.

www.strategie.gouv.fr



Pierre-Jean **BENGHOZI**,
Président

Membre du collège de l'Arcep (Autorité française de régulation des communications électroniques) jusqu'en 2019, ancien élève et professeur à l'École polytechnique, il a été directeur de recherche CNRS où il a dirigé, jusqu'en 2013, le Pôle de recherche en économie et gestion (UMR X - CNRS) et la chaire Innovation et régulation des services numériques, fondée en partenariat avec Telecom Paris-Tech. Il est également titulaire, à l'université Paris-Dauphine, d'un doctorat en sciences des organisations et d'une habilitation à diriger des recherches en économie. Il est l'un des fondateurs du master international de référence sur les Industries de réseaux et l'économie numérique (IREN).



Eric **BROUSSEAU**,
*Économie de la concurrence, régulation,
économie de réseaux*

Éric Brousseau est professeur à l'université Paris-Dauphine, PSL Research University et membre de l'UMR CNRS Dauphine Recherche en management. Il dirige la chaire **Gouvernance et régulation** de la Fondation Paris-Dauphine et anime le Club des régulateurs qui y est associé. Il collabore aussi avec l'Institut universitaire européen de Florence. Ses recherches portent sur la gouvernance économique et la régulation des marchés. Il s'intéresse à la manière dont les stratégies des acteurs influencent l'organisation et l'évolution des institutions encadrant les activités économiques. D'où des travaux approfondis sur la régulation dans divers contextes contemporains ou historiques, ainsi que sur les interactions entre autorégulation et régulation publique.



Patrice **DURAN**,
Évaluation des politiques publiques

Patrice Duran est président de l'INED, chercheur, sociologue et enseignant au sein de prestigieux établissements (ENA, Ponts et Chaussées, Sciences Po). Il a occupé un poste de chargé de mission à Matignon sur l'aménagement du territoire et a travaillé sur l'évaluation des politiques publiques. Il est entre autres l'auteur de « Genèse de l'analyse des politiques publiques » in *Dictionnaire des politiques publiques* (Presses de Sciences Po, 2014).



Carine **STAROPOLI**,
Évaluation des politiques publiques

Carine Staropoli est professeur associée à l'École d'économie de Paris et maître de conférences en économie à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne. Elle est directrice adjointe de la chaire Économie des partenariats public-privé (EPPP) de l'IAE de Paris. Elle dirige le Master of Science « Economic Decision and Cost Benefit Analysis » de l'ENPC ParisTech et École économique de Paris. Ses travaux de recherche portent sur l'économie de la régulation appliquée notamment aux marchés électriques et sur l'économie des contrats public-privé. Au sein de la chaire EPPP de l'IAE Paris, elle mène des travaux sur la commande publique et les pratiques contractuelles des acteurs publics dans le domaine de l'énergie (contrats de concession de distribution d'électricité, contrats de performance énergétique) et plus récemment sur les relations public-privé dans les villes intelligentes.



Frederic **MARTY**,
Droit et économie du droit

Chargé de recherche au CNRS (Groupe de recherche en droit, économie et gestion, GREDEG) à l'université Côte-d'Azur, Frédéric Marty est membre du bureau de l'Association française d'économie du droit. Il travaille sur le droit de la concurrence et la régulation des marchés des contrats.



Thierry **MAYER**,
Géographie, géographie économique

Professeur d'économie à Sciences Po Paris, Thierry Mayer est aussi conseiller scientifique au CEPPII et fellow au CEPR. Ses enseignements portent essentiellement sur le commerce international, l'intégration économique européenne, la nouvelle économie géographique. Il est l'auteur du manuel *Économie géographique* paru chez Economica en 2006.



Francis **JUTAND**,
Technologies

Ex-membre du conseil national du numérique, directeur scientifique de l'Institut Mines Télécom (IMT), Francis Jutand est depuis le 1^{er} juin 2018 directeur général adjoint de l'IMT. Acteur public majeur en France et en Europe de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation dans l'ingénierie et le numérique, l'IMT regroupe les grandes écoles Mines et Télécom.



Christel **COLIN**,
Macro et micro-économie, économétrie

Christel Colin est ancienne élève de l'École polytechnique et de l'Ensaë, directrice des statistiques d'entreprises à l'INSEE.



Joëlle **TOLEDANO**,
Macro et micro-économie, économétrie

Professeure émérite d'économie, docteur en mathématiques et en sciences économiques, ancienne membre du collège de l'Arcep, Joëlle Tolédano a occupé des postes de direction dans de grandes entreprises du secteur privé et public (La Poste) et publié de nombreux articles scientifiques dans les domaines de la macroéconomie, l'économie industrielle et la régulation des communications électroniques et des postes.



Fatima **BARROS**,
Macro et micro-économie, économétrie

Docteur en économie de l'université de Louvain, Fátima Barros a mené carrière à l'université où elle a coordonné différents programmes de recherche dans le domaine de la régulation et de l'économie de la concurrence. Elle a également dirigé le Católica-Lisbon's Research Center for the Automotive Sector. Entre 2012 et 2017, elle a présidé l'ANACOM, le régulateur des postes et communications électroniques portugais. Elle enseigne actuellement à la Lisbon School of Business and Economics. Ses recherches portent sur les politiques de la concurrence, la régulation et la contractualisation public-privé.



Jacques **CRÉMER**,
Macro et micro-économie, économétrie

Ancien élève de l'École polytechnique, Jacques Crémer a obtenu un master en management en 1973 et un PhD en économie du MIT en 1978. Il a commencé sa carrière aux États-Unis où il a été professeur à l'université de Pennsylvanie et au Virginia Polytechnic Institute. Depuis 1991, il est chercheur à la Toulouse School of Economics où il fut directeur de l'École doctorale, directeur de l'Institut d'économie industrielle (IDEI) et directeur scientifique. Il est actuellement conseiller scientifique de la chaire Jean-Jacques Laffont pour l'économie numérique.

Il a été professeur à l'École polytechnique et professeur invité à l'université de Southampton, Northwestern University (Evanston) et à l'université de Maryland ainsi que Visiting Research Professor à l'université de Hong Kong. Il est *fellow* de la Société d'économétrie et de la European Economic Association et a été membre de leur conseil. De février 2016 à décembre 2017, il a été membre du Conseil national du numérique et, d'avril 2018 à mars 2019, conseiller spécial de la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, travaillant sur la politique de la concurrence à l'âge du numérique. Ses travaux ont porté sur la théorie de la planification, la théorie des incitations et les enchères, la théorie des organisations et la culture d'entreprise, le marché du pétrole, le fédéralisme politique, l'économie de l'Internet et du software et la dynamique des marchés.



14 septembre 2020
12h30 - 13h45

1 - Développement des politiques et des cadres de régulation

Modérateur :

Jacques CRÉMER

- **Dan SJÖBLOM**,
BEREC, PTS. *BEREC and ultrafast broadband*
- **David CLARKSON**,
OFCOM. *Broadband Regulation and State Aid in the UK*
- **Guillaume MELLIER**,
ARCEP. *Transposition of the EECC/ Fiber networks and regulatory developments in France*
- **Vesa TERÄVÄ**,
Commission européenne : *Connectivity as a building block of the digital transformation: towards Gigabit connectivity*





Dan **SJÖBLOM**,
Autorité nationale suédoise des postes et des télécommunications, directeur général, président de l'ORECE 2020

Nommé par le gouvernement suédois, Dan Sjöblom est le directeur général de l'Autorité suédoise des postes et des télécommunications (PTS) depuis le 1^{er} février 2017. Il est président de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) pour 2020. Avant de prendre ses fonctions, il a été directeur général de l'Autorité suédoise de la concurrence de 2009 à 2017. Il est également membre du conseil d'administration du Conseil suédois au haut débit. Il a exercé divers postes de fonctionnaire à la Commission européenne entre 1996 et 2009. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de l'université de Stockholm.



David **CLARKSON**,
Ofcom, directeur de la politique de la concurrence

David Clarkson travaille comme directeur de la politique de la concurrence à l'Ofcom (Office of Communications). Depuis 1999, il est au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de régulation du haut débit. Il a une formation en électronique et en ingénierie des communications. Avant de rejoindre l'Ofcom, il a travaillé dans la recherche et le développement pour le ministère britannique de la Défense.



Guillaume **MELLIER**,
Arcep, directeur Fibre, infrastructures et territoires

Guillaume Mellier est directeur Fibre, infrastructures et territoires à l'ARCEP, l'autorité française de régulation des communications électroniques. Ses fonctions actuelles comprennent la régulation de la boucle locale en cuivre (DSL) et en fibre (FttH). Guillaume Mellier a commencé sa carrière au ministère de l'Écologie et du Développement durable, en tant que chef d'une équipe nationale sur les réseaux de communications électroniques et le développement numérique régional. Il a rejoint l'ARCEP en 2010 et a successivement dirigé les unités marchés de la connectivité des entreprises et marchés mobiles. Il a ensuite été nommé directeur adjoint pour l'accès mobile et les relations avec les équipementiers. Il est directeur Fibre, infrastructures et territoires depuis 2016.



Vesa **TERÄVÄ**,
Commission européenne, directeur par intérim

Vesa Terävä a rejoint la Commission européenne et la direction générale des réseaux de communication, des contenus et de la technologie en 2002. Il est actuellement directeur par intérim des réseaux de communications électroniques et des services à la DG CONNECT. Avant de rejoindre l'équipe actuelle en janvier 2020, il était responsable de la stratégie de recherche et de la coordination des programmes. Il a occupé pendant seize ans différentes fonctions au sein de la DG CONNECT dans le domaine des communications électroniques, la dernière en date étant celle de responsable de la politique des communications électroniques. Avant de rejoindre la Commission, il a travaillé à la représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne et au ministère des Transports et des Communications en Finlande.

21 septembre 2020 12h30 - 13h45

2 - Très Haut Débit et déploiement du FTTx : un état des lieux dans l'Europe des 28 et les objectifs de l'European Digital Agenda

Couverture en Europe des 28, analyse comparative des plans nationaux (objectifs, part de l'intervention publique et privée, nature de l'intervention publique, choix technologiques, etc).

- Niklas FOURBERG,
Institut pour l'économie de la concurrence, (Düsseldorf Institute for Competition Economics, DICE) :
Fiber vs. Vectoring: limiting technology choices in broadband expansion
- Steffen HOERNIG,
Nova School of Business & Economics (Lisbonne, Portugal) : *Demand-Side policies to accelerate the transition to Ultrafast Broadband*

DISCUSSION:

Modérateur : Frédéric MARTY

- Carl JEDING, Directeur des affaires publiques et relations entreprises, Ericsson
- Laurent ROJEY, Délégué général au numérique Agence nationale de la cohésion des territoires





Steffen **HOERNIG**,
Nova School of Business & Economics, Professor

Steffen Hoernig est professeur associé à la Nova School of Business & Economics, à Lisbonne, au Portugal. Il a obtenu un diplôme en gestion à l'université de Bielefeld en Allemagne, un master de mathématiques appliquées à l'université de Géorgie (Athènes, États-Unis) et un doctorat en économie à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). Son domaine de recherche et de publication est l'organisation industrielle et la théorie des jeux, avec un accent sur les marchés des communications électroniques et de l'économie numérique. Il a publié dans *RAND Journal of Economics*, *Economic Theory*, *Journal of Industrial Economics* et *l'International Journal of Industrial Organization*. Il est co-éditeur du *Portuguese Economic Journal* et rédacteur associé de *Information, Economics & Policy* et de *Review of Economics*. Il est consultant pour les régulateurs, les entreprises et la Commission européenne.



Niklas **FOURBERG**,
Institut pour la concurrence économique (DICE), Chercheur associé- Wissenschaftliches Institut für Infrastruktur und Kommunikationsdienste (WIK), économiste

Niklas Fourberg est économiste à l'Institut pour les infrastructures et télécommunication (WIK). Il est titulaire d'un doctorat en économie et chercheur associé à l'Institut pour la compétition économique de l'université de Düsseldorf (DICE). Il travaille en particulier sur l'économie numérique, les télécommunications et les défis géographiques des déploiements des réseaux.



Carl **JEDING**,
Ericsson, Directeur des affaires publiques et relations entreprises

Après un doctorat dans le domaine de la régulation, Carl Jeding poursuit sa carrière depuis 25 ans dans le secteur de la réglementation des technologies de l'information et des télécommunications, respectivement dans le milieu universitaire et dans les services du gouvernement suédois

28 septembre 2020 12h30 - 13h45

3 - Combien cela coûte-t-il ? Comment évaluer les coûts de déploiement du FttH : coûts *ex post*, modélisation et facteurs de coûts

- Jussi HÄTÖNEN,
LionArch Capital Partners, université de Turku : *The economic impact of fixed and mobile high-speed networks*
- Stephen PENTLAND,
Vodafone, *responsable de la structure du marché et de la politique des réseaux*

DISCUSSION:

Modérateur : Fatima BARROS

- Annegret GROEBEL, Bundesnetzagentur. *Le cas allemand*
- Alejandra DE ITURRIAGA GANDINI, Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia. *Le cas espagnol*





Jussi **HÄTÖNEN**,
LionArch Capital Partners, directeur associé - Turku University - Turku School of Economics, professeur

Jussi Hätönen est actuellement directeur associé de LionArch Capital Partners, une société d'investissement qui vise à financer les entreprises technologiques en croissance dans toute l'Europe. Il est en outre professeur à la Turku School of Economics et membre du conseil d'administration de Grannenfelt Finance en Finlande. Auparavant, il était chef de l'unité de capital-développement à la Banque européenne d'investissement, où il a travaillé pendant près de dix ans. Il a été étroitement impliqué dans les financements de la BEI pour les infrastructures de télécommunications en Europe et en dehors de l'Europe. Il a également été l'un des principaux responsables du lancement du fonds Connecting Europe Broadband Fund et a contribué à la structuration de plusieurs programmes nationaux de financement du haut débit en Europe. Il est titulaire d'un doctorat en commerce international de la Turku School of Economics.



Stephen **PENTLAND**,
Vodafone, responsable de la structure du marché et de la politique des réseaux

Stephen est membre de l'équipe Group Policy & Public Affairs de Vodafone et est responsable de la politique des réseaux de télécommunications au niveau mondial. Il travaille avec les décideurs politiques et les régulateurs régionaux et nationaux. Il a étudié l'ingénierie à Cambridge et a travaillé auparavant dans le secteur technologique japonais et au niveau international en tant que consultant en stratégie dans le secteur des télécommunications et des médias.



Annegret **GROEBEL**,
BNetzA, directrice des relations internationales et de la régulation postale

Promue chef du département des relations internationales et de la réglementation postale en 2009, Annegret Groebel occupe depuis 2001 le poste de chef de la section Coordination internationale au sein de l'Autorité allemande de régulation des télécommunications et des postes, où elle travaille depuis 1997. En mars 2012, elle a été nommée vice-présidente du Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER) et est devenue membre suppléant du conseil des régulateurs de l'ACER, représentant la BNetzA lors des réunions plénières du Conseil des régulateurs. En janvier 2019, elle a été élue présidente du CEER. Depuis août 2013, elle coprécide les groupes de travail « Intégrité du marché » et « Transparence » de l'ACER et du CEER. Elle représente également la BNetzA au sein de l'ERG Post. En novembre 2013, elle a été nommée pour la première fois membre du bureau du RNE (Réseau des régulateurs économiques, groupe de travail de l'OCDE qui examine les questions de gouvernance intersectorielle des régulateurs économiques). Son mandat a été renouvelé plusieurs fois, encore dernièrement en 2019. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Mannheim obtenu en 1996.



Alejandra **PAZ DE ITURRIAGA GANDINI**,
COMISIÓN NACIONAL DE LOS MERCADOS Y LA COMPETENCIA (CNMC), directrice Télécommunications et secteur audiovisuel

Alejandra de Iturriaga Gandini est directrice des télécommunications et du secteur de l'audiovisuel à l'Autorité nationale espagnole des marchés et de la concurrence (CNMC). Elle est actuellement membre du conseil d'administration du Groupe des régulateurs européens des services de médias audiovisuels (ERGA). Elle est responsable de la gestion, de la supervision et de la coordination de l'activité de la CNMC en matière de communications électroniques et audiovisuelles. Ses fonctions dans le secteur des communications électroniques comprennent l'analyse des marchés des communications électroniques, les offres de référence, la résolution des conflits entre opérateurs et les procédures de sanction et l'activité de conseil. Dans le secteur audiovisuel, elle est entre autres responsable de l'application des obligations imposées aux différents acteurs en matière de publicité, de protection des mineurs et de financement des œuvres européennes. En 2017, elle a été responsable de l'une des vice-présidences de l'ORECE.

5 octobre 2020
12h30 - 13h45

4 - Qui paie quoi ? Les investissements publics et privés, le régime d'aides d'État en Europe

Les investissements publics/privés ; vue d'ensemble des notifications d'aides d'État, incitations à investir pour l'opérateur historique et ses concurrents

- Marc BOURREAU,
CERRE, Centre pour la régulation en Europe (CERRE) : *State Aid for Broadband Infrastructure in Europe: Assessment & Policy Recommendations*
- Harald GRUBER,
Banque européenne d'investissement : *European Investment Bank (EIB) financing for digital infrastructures, an overview*

DISCUSSION:

Modérateur : Patrice DURAN

- Francesco NONNO, Open Fiber. *L'expérience d'Open Fiber et le cas italien*
- Marie LAMOUREUX, Infranum. *Le cas français*





Marc **BOURREAU**,
Telecom Paris, professeur

Professeur à Télécom Paris, Polytechnique et Sciences Po, Marc Bourreau est affilié à l'Institut interdisciplinaire pour l'innovation (i3) (CNRS - UMR 9217) pour ses recherches. Ses intérêts de recherche sont l'organisation industrielle, la politique de la concurrence et la régulation, l'économie numérique et les télécommunications. Ses projets actuels concernent l'économie des plateformes numériques, l'impact de la concurrence et de la régulation sur l'entrée et l'investissement dans les industries de réseau, l'octroi de licences et le traitement des brevets essentiels standards. Il est également corédacteur en chef de la revue *Information Economics and Policy*.



Harald **GRUBER**,
Banque européenne d'investissement, directeur de la division Infrastructure numérique

Harald Gruber est chef de la division Infrastructure numérique à la direction des projets de la Banque européenne d'investissement située à Luxembourg. Il supervise une équipe d'experts qui participent à l'évaluation des projets. Il travaille également sur la stratégie commerciale de la Banque pour le financement des infrastructures du haut débit, la politique d'innovation et l'économie numérique en général. Il a également contribué à la définition de nouveaux instruments financiers pour les infrastructures numériques, conjointement avec la Commission européenne, les banques nationales de promotion économique et le secteur privé. Il a également à son actif un nombre considérable de publications scientifiques. Ses travaux récents portent sur la formulation de [propositions pour une politique industrielle numérique](#). De manière plus générale, il a publié des articles dans des revues à comité de lecture ainsi que des ouvrages. Il fait partie du comité de rédaction de revues universitaires. Il a également été professeur à l'université Bocconi (Milan) pour l'économie des télécommunications. Il est titulaire d'un doctorat en économie de la London School of Economics.



Francesco **NONNO**,
Open Fiber S.p.A., directeur des affaires réglementaires

Francesco Nonno est directeur des affaires réglementaires d'Open Fiber depuis juillet 2017. Après une licence en sciences économiques et sociales à l'université commerciale Luigi Bocconi di Milano en 1989, il travaille depuis près de trente ans dans l'industrie des communications électroniques, principalement sur les questions de réglementation et de concurrence. Il a d'abord travaillé dans des cabinets de conseil spécialisés dans les télécommunications, en Italie et en France, en tant que responsable de projets d'analyse stratégique et de positionnement des produits et services sur le marché. À partir de 1998, il a participé à la mise en place de l'Autorità per le Garanzie per le Comunicazioni (l'Autorité nationale de régulation italienne), où il est devenu responsable de l'application de la réglementation des télécommunications au sein du département chargé de faire respecter le cadre réglementaire dans tous les secteurs contrôlés par l'ARN. De 2004 à juillet 2017, il a travaillé pour Telecom Italia, à différents postes dans le département de la réglementation, notamment comme responsable des relations avec l'Autorité nationale de régulation, l'Autorité nationale de la concurrence, l'Autorité nationale de l'énergie et l'Autorité de la protection de la vie privée.



Marie **LAMOUREUX**,
Infranum directrice Régulation et affaires publiques, Altitude Infrastructure

Marie Lamoureux a quinze années d'expérience dans la régulation des télécoms. En 2019, elle a rejoint Altitude Infrastructure, le premier opérateur FttH indépendant spécialisé dans l'aménagement des zones rurales. Attitude Infrastructure est un des membres fondateurs de la fédération Infranum qui représente les intérêts des acteurs de la fibre optique dans les territoires. Marie Lamoureux participe notamment à la commission Opérateurs d'Infrastructure d'Infranum. Auparavant, elle dirigeait la cellule régulation chez Free et a participé au lancement du FAI en Italie.